

## **Les Français et l'effet de serre : perceptions et attitudes**

***Mieux cerner la perception qu'ont les Français de l'effet de serre pour identifier les informations qu'ils attendent et les efforts qu'ils sont prêts à consentir : c'est, d'année en année, l'objectif des enquêtes de l'Ademe. Avec des résultats, pour cette édition 2002, qui mettent à mal quelques présupposés sur les attentes des citoyens.***

**par François Moisan**  
*Ademe*

Le protocole de Kyoto sur le changement climatique devrait entrer prochainement en vigueur malgré le renoncement américain de s'y associer. La ratification du protocole par la plupart des pays développés constitue un premier pas dans la lutte contre le réchauffement de la planète permettant d'infléchir les trajectoires d'émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2010. Mais les conclusions des expertises scientifiques rassemblées

dans le troisième rapport d'évaluation du Groupe intergouvernemental de l'évolution du climat (Giec - IPCC) montrent que les réductions d'émission dans les pays industrialisés devront être beaucoup plus importantes d'ici la moitié du XXI<sup>e</sup> siècle si l'on espère stabiliser les concentrations dans l'atmosphère des gaz à effet de serre à un niveau acceptable pour le développement de l'humanité. Ceci sera d'autant plus nécessaire que les pays en développement augmenteront inéluctablement leurs niveaux d'émission pour sortir du sous développement. Le Giec estime ainsi qu'une réduction

des émissions par tête d'un facteur de l'ordre de 4 sera nécessaire dans les pays industrialisés à l'horizon de la moitié de ce siècle.

Une telle réduction des émissions n'est pas hors de portée mais elle implique un changement profond des techniques et des modes de vie encore très tributaires d'importantes consommations d'énergies fossiles, elles-mêmes responsables de la grande majorité des émissions de CO<sub>2</sub>, le principal gaz à effet de serre. Des sources d'énergie pas ou peu émettrices de carbone peuvent être mobilisées, des techniques d'utilisation efficace de l'énergie peuvent éga-

lement contribuer à réduire les émissions de CO<sub>2</sub> pour un même service rendu, enfin, notre développement économique peut s'orienter vers des activités moins énergivores. Pour éviter que ces transformations ne se traduisent par une crise sociale et économique deux conditions sont nécessaires : que les inflexions soient prises suffisamment tôt et que la lutte contre l'effet de serre soit intégrée explicitement dans le développement économique et social. D'une part, l'adaptation progressive à une économie quatre fois moins intensive en carbone sera moins coûteuse si elle est anticipée. D'autre part, les préférences sociales sont déterminantes et doivent être prises en compte dans le sens où elles conditionnent le comportement des agents. L'adoption de nouvelles technologies ou la modification de l'organisation des activités humaines peuvent effectivement être perçues soit comme des contraintes vis-à-vis des aspirations, soit comme une opportunité pour un nouveau développement porteur de croissance. L'acceptabilité et l'adhésion des citoyens à de telles orientations politiques supposent que les citoyens perçoivent les enjeux du changement climatique et, à l'inverse, que les décisions pren-

nent en compte les préférences des individus.

Afin de mieux cerner la perception qu'ont les Français de l'effet de serre et d'apprécier dans quelle mesure ils seraient disposés à s'impliquer en tant que citoyens au niveau de leurs activités quotidiennes dans des actions de limitation des émissions, l'Ademe conduit tous les ans une enquête auprès d'un échantillon représentatif de la population française (1). L'enquête s'attache, dans un premier jeu de questions, à identifier la perception et la compréhension qu'ont les Français du phénomène de l'effet de serre. Il s'agit ensuite de recueillir leur avis sur les moyens de lutter contre l'effet de serre et, notamment, sur les actions qu'ils pourraient entreprendre à leur niveau. Enfin, l'enquête conduite en 2002 et dont nous retraçons ici les principaux résultats, interrogeait les Français sur un certain nombre de mesures identifiées pour la lutte contre l'effet de serre afin d'évaluer l'acceptabilité. Les mesures sélectionnées dans cette enquête avaient fait l'objet de vifs débats entre les experts et les décideurs quant à leur « faisabilité » politique compte tenu de leur impact sur les modes de vie et sur les aspirations supposées des citoyens.

Une première partie de l'enquête portait donc sur la compréhension du phénomène par les Français.

## **L'accroissement de l'effet de serre: un phénomène mal identifié par le public, mais les Français sont de plus en plus convaincus que c'est une certitude pour les scientifiques**

En 2002 le pourcentage de personnes qui déclarent ne pas savoir ce qu'est l'effet de serre (19 %) est en nette diminution par rapport aux années précédentes (30 % en 2000, 27 % en 2001). Mais 10 % seulement des Français associent spontanément ce phénomène aux « gaz » à effet de serre ... et 27 % évoquent spontanément la couche d'ozone témoignant d'une confusion entre les deux phénomènes.

Les Français sont toutefois de plus en plus convaincus que le réchauffement de l'atmosphère dû à l'augmentation de l'effet de serre est une certi-

	2000	2001	2002
✓ Une certitude pour la plupart des scientifiques	60	60	66
✓ Une hypothèse sur laquelle les scientifiques ne sont pas tous d'accord	32	31	28
✓ Sans opinion	8	9	6

Tableau 1

*A votre avis, lorsque l'on parle aujourd'hui du réchauffement de l'atmosphère terrestre dû à l'augmentation de l'effet de serre, est-ce plutôt ?*

tude pour les scientifiques (66 % en 2002, 60 % en 2001). Cette conviction est plus forte chez les jeunes (71 % chez les 15-24 ans) que chez les plus âgés (51 % chez les plus de 65 ans) (tableau 1).

### **Les causes de l'effet de serre : les Français pointent du doigt les activités industrielles, les transports et la destruction des forêts**

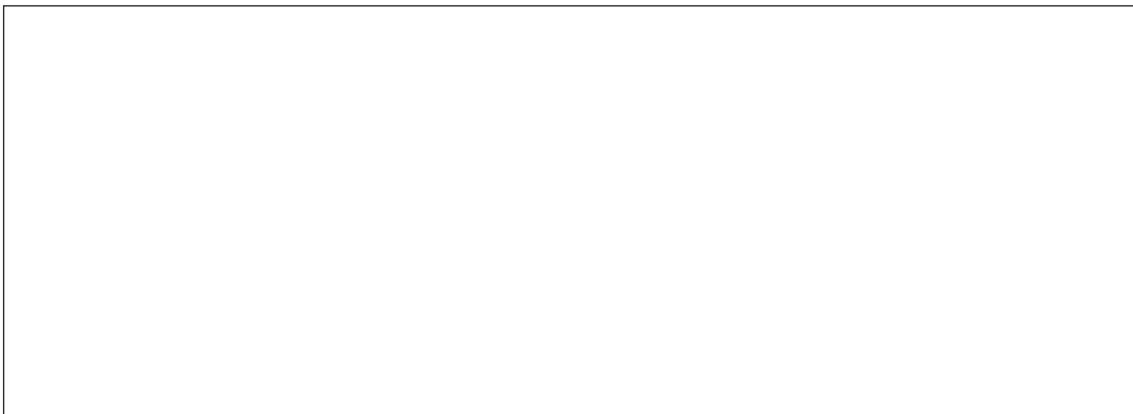
A cette question fermée proposant un certain nombre de causes pouvant contribuer beaucoup, assez, peu ou pas du tout à l'effet de serre, les Français accroissent depuis trois ans le poids de chacune des causes citées. Les activi-

tés industrielles (93 %), la destruction des forêts (88 %) et les transports (90 %) dominent dans les réponses positives (« beaucoup » + « assez ») mais les bombes aérosols (72 %) et les centrales nucléaires (64 %) ont également des scores importants témoignant d'une mauvaise information et d'une confusion des phénomènes. Le traitement des déchets (69 %), le chauffage des bâtiments (49 %) et l'agriculture et l'élevage (41 %) atteignent des scores relatifs plus faibles mais en croissance depuis trois ans. Les niveaux d'éducation différencient les taux de réponse : les diplômés de l'université donnent un rôle relatif plus important aux activités industrielles, aux transports et au chauffage des bâtiments alors que les personnes de plus bas niveau scolaire privilégient relativement davantage le traitement des déchets, les centrales nucléaires, l'agriculture et l'élevage.

### **La perception des conséquences potentielles de l'effet de serre**

A la question « dites-moi si là où vous habitez ce risque entraîné par le réchauffement de la terre sera à l'avenir très important, assez important, assez peu important, pas important du tout », « L'instabilité des climats », « les tempêtes » et « les vagues de canicules » sont les risques les plus redoutés des Français. « Le risque d'inondations » est craint par 55 % des personnes interrogées. Les risques d'apparition de maladies tropicales et d'hivers plus rigoureux viennent aux derniers rangs. Ces perceptions n'ont guère varié depuis la dernière enquête où cette question avait été formulée pour la première fois, sauf en ce qui concerne les vagues de canicules où l'on note une augmentation de 13 points de pourcentage (tableau 2).

La relation entre les phénomènes climatiques exceptionnels observés récemment et l'effet de serre reste, pour la majorité des Français (49 %), une hypothèse incertaine (en conformité avec l'avis des scientifiques). Un tiers des personnes interrogées pense toutefois qu'il y a un lien direct. Ces appréciations ne dépendent guère du niveau culturel.



Patrick Zachmann/Magnum photos

Les tempêtes sont parmi les risques les plus redoutés des Français. Le risque tempête est craint par 70 % des personnes interrogées (71% dans l'édition 2001 de l'enquête où cette question sur les risques avait été posée pour la première fois).

	2001	2002
Le risque d'une instabilité de plus en plus grande du climat	76	81
Le risque de tempêtes	71	70
Le risque de vagues de canicules plus nombreuses	57	70
Le risque d'inondations	55	55
Le risque d'apparition de nouvelles maladies tropicales	55	49
Le risque d'hivers plus rigoureux	35	42

Tableau 2

## Comment remédier à l'effet de serre ?

Foi dans le progrès technique ou modification inéluctable des modes de vie ?

La plus grande partie des personnes interrogées préconise une modification importante de nos modes de vie. De 68 % dans la première enquête ce pourcentage est passé à 73 % dans la plus récente. Ils n'attendent pas une solution uniquement technique (tableau 3).

## Quels comportements adopter pour remédier à l'effet de serre ?

Dans chacune des trois enquêtes, on a cherché à recueillir les opinions sur les actions qui pourraient être adoptées par le public pour contribuer à éviter l'effet de serre à l'aide d'une question « ouverte » c'est-à-dire à travers laquelle les répondants s'expriment dans leurs propres termes, les différents types

de réponses notées par les enquêteurs *in extenso* étant par la suite regroupés en catégories. Les résultats sont repris dans le tableau 4.

Là aussi, les pourcentages de personnes qui ne peuvent se prononcer ont nettement diminué depuis la précédente enquête (de 23 % à 10 %). Cette différence semble avoir contribué à accroître encore la catégorie de réponse la plus nombreuse, celle qui concerne l'usage de la voiture (de 40 % en 2001 à 49 % en 2002).

	2000	2001	2002
Le progrès technique permettra de trouver des solutions pour empêcher l'augmentation de l'effet de serre	14	13	12
Il faudra modifier de façon importante nos modes de vie pour empêcher l'augmentation de l'effet de serre	68	67	73
Il n'y a rien à faire, le réchauffement de l'atmosphère est inévitable	16	17	13
Sans opinion	2	4	2

Tableau 3

Intitulé de la catégorie regroupée	2000	2001	2002
Voiture	39	40	49
Civisme	29	12	18
Réduire pollution	5	16	15
Aérosols	7	3	3
Etat	2	0,5	1
Rien à faire	1	0,5	1
Autres	3	5	3
Sans réponse	14	23	10

Tableau 4

### Quelles sont les actions qui paraissent les plus efficaces pour réduire les émissions de gaz à effet de serre ?

Les transports sont identifiés en premier lieu par les personnes interrogées (tableau 5).

On constate que les actions permettant de réduire les émissions résultant des usages de l'énergie dans l'habitation sont minimisées par les Français. Cette perception est d'ailleurs corroborée par les enquêtes plus qualitatives conduites récemment : l'énergie consommée dans le logement est considérée comme un facteur de confort et de bien-être et n'est pas associée à des « pollutions » potentielles.

### Les attitudes à l'égard de différentes mesures de lutte contre l'effet de serre

Pour la première fois en 2002 les Français ont été consultés sur un certain nombre de mesures identifiées lors de l'élaboration du Programme

		<b>Efficace</b>	<b>Approuverait</b>
Limiter la vitesse des automobiles dès leur fabrication en usine	Oui, plutôt	77	78
	Non, plutôt pas	22	21
	Sans réponse	1	2
Faire respecter strictement les limitations de vitesse sur les autoroutes	Oui, plutôt	70	77
	Non, plutôt pas	29	21
	Sans réponse	1	2
Stopper la construction de toute nouvelle autoroute et affecter cet argent au transport par rail	Oui, plutôt	66	66
	Non, plutôt pas	30	30
	Sans réponse	4	4
Mettre une taxe d'énergie des entreprises sur les consommations	Oui, plutôt	57	57
	Non, plutôt pas	38	37
	Sans réponse	2	6
Interdire la climatisation dans les voitures car cela consomme de l'essence	Oui, plutôt	31	33
	Non, plutôt pas	61	61
	Sans réponse	6	6
Augmenter les taxes sur les carburants	Oui, plutôt	17	16
	Non, plutôt pas	81	82
	Sans réponse	2	2

Tableau 5

national de lutte contre le changement climatique et qui posaient *a priori* un problème d'acceptabilité par les Français. Ces mesures touchaient, d'une part la voiture individuelle et son usage, d'autre part la fiscalité (tableau 6).

A la question (fermée) de savoir si certaines mesures de lutte contre l'effet de serre qui pourraient être adoptées sont, de l'avis des interviewés, efficaces d'une part, et s'ils les approuveraient d'autre part, les réponses montrent une très large adhésion à des mesures sur les transports et la vitesse des automobiles (par ailleurs responsable d'accidents de la route).

Des six mesures proposées, deux sont à la fois largement jugées efficaces et approuvées (la limitation de la vitesse « en usine », et le contrôle rigoureux de la vitesse sur autoroute); deux autres sont acceptées mais une assez forte minorité en conteste le bien-fondé (stopper la construction des autoroutes, et taxer les entreprises) ; deux enfin sont majoritairement rejetées (l'interdiction de la climatisation et l'augmentation de la taxe sur les carburants).

La répartition de ces jugements en fonction des caractéristiques individuelles fait apparaître quelques écarts intéressants :

✓ pour les mesures qui concernent la vitesse (bridage des moteurs et contrôles de vitesse plus stricts) les femmes se différencient des hommes par un pourcentage d'acceptation beaucoup plus élevé que les hommes (85 % des femmes jugent efficaces et approuvent le bridage des moteurs contre 62 % des hommes, 78 % des femmes jugent efficaces et approuvent le respect de limitation des vitesses contre 58 % des hommes) ;

✓ dans la plupart des cas les plus jeunes approuvent moins fréquemment les mesures proposées que les plus âgés (sauf pour les taxes sur la consommation d'énergie des entreprises où ce sont, à l'inverse,

les plus jeunes qui approuvent plus souvent et pour l'augmentation des taxes sur les carburants où les différences sont assez faibles) ;

✓ ces mesures sont dans l'ensemble, plutôt moins bien acceptées parmi ceux qui ont suivi des études longues (au-delà du bac).

Ces résultats nous interrogent. En effet, même s'il faut rester prudent entre le déclaratif et les attitudes réelles, l'adhésion des Français aux mesures concernant la limitation des vitesses et le frein au développement des infrastructures autoroutières est en profonde contradiction avec la perception qu'ont la plupart des décideurs sur l'acceptabilité de ces mesures. Concernant le bridage des véhicules à la construction, les constructeurs automobiles estiment que cela va à l'encontre des aspirations des consommateurs qui demanderaient des véhicules de plus en plus puissants et rapides. On peut rappeler ici que cette mesure n'impliquerait pas de surcoût au niveau technique de fabrication des véhicules et qu'elle aurait un double impact au niveau des émissions de gaz à effet de serre, tout d'abord en évitant les surconsommations d'énergie résultant des conduites à des vitesses supérieures aux vitesses autorisées, ensuite

en orientant l'optimisation des motorisations des véhicules vers des vitesses moyennes plus faibles et donc à accroître l'efficacité énergétique des parcours en ville.

Concernant le frein au développement du réseau autoroutier on ne peut que s'interroger entre la réponse fournie par les Français dans cette enquête et le discours prévalant dans de nombreuses instances régionales et locales arguant de la nécessité de mettre à disposition de tous les Français un accès autoroutier de proximité. On constate, en revanche, que les approches par la fiscalité sont plus mal perçues. Lorsqu'elle s'adresse aux « autres » (et particulièrement aux entreprises, acteurs perçus souvent de façon excessive comme les principaux « pollueurs »), la mise en œuvre d'une taxe sur l'énergie recueille encore une majorité de réponses positives mais lorsqu'il s'agit d'augmenter les taxes sur les carburants l'avis majoritaire est négatif.

Au-delà de la perception générale du « trop d'impôts » cette attitude correspond au manque d'information sur la justification des taxes sur les carburants compte tenu de l'ensemble des coûts du transport routier qui sont pris en charge par la collectivité (construction et entretien des

infrastructures, externalités dues à la pollution et aux nuisances...).

En conclusion, cette démarche de consultation des Français sur la perception de la problématique effet de serre devrait permettre d'identifier les informations répondant aux attentes du public ainsi que les actions qui trouvent une forte adhésion de la part des Français. Cet outil devrait également apporter un œil nouveau sur un certain nombre de présupposés des attentes des citoyens et peut-être permettre d'engager de façon plus ambitieuse les nécessaires inflexions de nos modes de vie en gardant à l'esprit les enjeux de long terme.

## Note

(1) Enquête réalisée par RCB Conseil avec l'Institut ISL.